

**Pouvoir adjudicateur :**

Caisse Primaire d'Assurance Maladie du Var (CPAM)  
TSA 41126  
83082 TOULON CEDEX

**Autorité représentant le pouvoir adjudicateur :**

Monsieur Jean-François CIVET, Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie du Var

**Comptable assignataire des paiements :**

Le Directeur Comptable et Financier de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie du Var,  
Monsieur Jean-Yves COQUEL

**Cahier Des *Clauses* Administratives Particulières  
(CCAP)**

**Objet de l'accord-cadre :**

**ACCORD-CADRE n°25023-S-AO-NETTOYAGE**

**NETTOYAGE ET ENTRETIEN DES LOCAUX ET  
DES VITRERIES DU FUTUR SIEGE SOCIAL DE LA  
CPAM DU VAR « IMMEUBLE TELO » EN PHASE DE  
PRE –EXPLOITATION DU SITE**

## ARTICLE 1. OBJET ET PRECISIONS PARTICULIERES DE L'ACCORD-CADRE

---

### 1.1 Objet de l'accord-cadre :

---

Le présent CCAP a pour objet la réalisation de prestations de nettoyage et d'entretien des locaux et des vitreries du nouveau siège de la CPAM du Var, immeuble TELO situé au 267 Boulevard Raynouard, (83000 TOULON) en phase de pré-exploitation du site.

La description des prestations et leurs spécifications techniques sont définies dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes.

Lieu d'exécution : immeuble TELO situé au 267 Boulevard Raynouard, (83000 TOULON)

Le présent accord-cadre n'est pas alloti, en application de l'article L.2113-11 du Code de la commande publique, dès lors que sa dévolution en lots séparés rendrait son exécution techniquement complexe, financièrement plus coûteuse et nécessiterait une coordination lourde incompatible avec la phase de pré-exploitation du site.

En raison de l'unité fonctionnelle et technique des prestations (remise en état, nettoyage courant et interventions exceptionnelles sur un même site), un accord-cadre global permet de garantir la cohérence, la continuité et la qualité des prestations attendues dans un contexte limité dans le temps et soumis à des délais stricts.

### 1.2 Précisions particulières :

---

À titre indicatif, la durée des travaux de personnalisation du bâtiment est estimée à 9 mois à compter de la notification de l'ordre de service de démarrage des prestations.

Durant cette période de pré-exploitation du site, des interventions seront réalisées par des entreprises tierces, en présence simultanée du personnel de la CPAM chargé des services supports.

Compte tenu de l'incertitude liée à la date exacte de démarrage de la phase d'exploitation, la durée totale du présent accord-cadre est conçue pour couvrir l'intégralité de la phase de pré-exploitation, estimée entre 9 et 12 mois.

### 1.3 Forme de l'accord-cadre

---

Il s'agit d'un accord-cadre mixte mono-attributaire (1 seul titulaire) constitué :

- D'une part d'un marché public ordinaire avec des prestations à prix forfaitaires (DPGF)
- D'autre part, d'un accord-cadre à bons de commande avec des prestations à prix unitaires (BPU)

En ce qui concerne la partie à accord-cadre à bons de commande, le montant maximum est de 50 000€HT sur la durée globale de l'accord-cadre (12 mois). L'acheteur ne fixe pas de montant minimum de dépense.

La commande sera notifiée par le pouvoir adjudicateur au titulaire par l'émission de bons de commande au fur et à mesure de ses besoins.

Chaque bon de commande précisera :

- Le contenu et les quantités des prestations à réaliser,

- Le montant du bon de commande,
  -
- S'il y a lieu :
- Les conditions particulières d'exécution
  - Les délais d'exécution
  - Le lieu d'exécution
  - Les documents à fournir à la livraison.

Chaque bon de commande sera notifié au prestataire dans les conditions définies à l'article 3.7 du CCAG-FCS.

#### 1.4 Décomposition en tranches

---

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches.

#### 1.5 Réglementation applicable

---

L'accord-cadre est soumis au Code de la Commande Publique (CCP).  
Il est aussi soumis au Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG-FCS) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ainsi qu'à l'arrêté du 19 juillet 2018, portant réglementation sur les marchés des Organismes de Sécurité Sociale.

#### 1.6 Sous-traitance

---

En cas de sous-traitance, le titulaire devra faire accepter le sous-traitant et agréer ses conditions de paiements conformément à la réglementation en vigueur.

A cet effet, il présentera le formulaire de sous-traitance DC4 (annexe 2 de l'acte d'engagement), dûment complété et signé en y joignant les pièces listées. En cours d'exécution de l'accord-cadre, le titulaire produira également l'exemplaire unique de l'accord-cadre ou le certificat de cessibilité ou une attestation ou main-levée du bénéficiaire d'une cession ou nantissement de créances lorsque l'une ou l'autre aura été effectuée.

Les conditions de l'exercice de cette sous-traitance sont définies à l'article 3.6 du CCAG-FCS.

En cas de sous-traitance, le titulaire de l'accord-cadre reste solidairement responsable avec le sous-traitant tant envers l'acheteur qu'envers les tiers, du parfait accomplissement de toutes les clauses et conditions de l'accord-cadre. Toute sous-traitance passée sans autorisation restera nulle et de nul effet à l'égard de l'acheteur.

#### 1.7 Réalisation de prestations similaires

---

L'acheteur se réserve la possibilité de confier à l'attributaire de l'accord-cadre, en application de l'article R.2122-7 du Code de la commande publique, des marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles qui lui seront confiées au titre de l'accord-cadre dans le cadre d'une procédure négociée sans publicité ni mise en concurrence.

La durée pendant laquelle ces nouveaux marchés pourront être conclus ne peut dépasser trois ans à compter de la notification du présent accord-cadre.

## 1.8 Représentation des parties

Conformément aux articles 3.3 et 3.4.1 du CCAG-FCS, dès la notification de l'accord-cadre, le titulaire et l'acheteur désignent une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à les représenter pour les besoins de l'exécution de l'accord-cadre et notifie cette désignation à l'acheteur ou au titulaire de l'accord-cadre.

Ce ou ces représentants sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre, dès notification de leur nom au titulaire et à l'acheteur dans les délais requis ou impartis par L'accord-cadre, les décisions nécessaires engageant le titulaire et l'acheteur.

En l'attente de cette désignation éventuelle et à défaut, les personnes physiques signataires de l'acte d'engagement sont seules habilitées à les engager.

D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le titulaire et l'acheteur en cours d'exécution de l'accord-cadre.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, le membre du groupement, désigné dans L'accord-cadre comme mandataire, représente l'ensemble des membres du groupement, vis-à-vis de l'acheteur, pour l'exécution de l'accord-cadre.

## 1.9 Notification des modifications portant sur la situation juridique ou économique du titulaire

Conformément à l'article 3.4.2 du CCAG-FCS, le titulaire est tenu de notifier sans délai à l'acheteur les modifications survenant au cours de l'exécution de l'accord-cadre et qui se rapportent:

- Aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- A la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- A sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- A son adresse ou à son siège social ;
- A ses coordonnées bancaires ;
- Aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement ;

De façon générale, le titulaire est tenu de notifier sans délai à l'acheteur, toutes les modifications importantes concernant le fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement de l'accord-cadre.

## **ARTICLE 2. DUREE DE L'ACCORD-CADRE**

L'accord-cadre prend effet à compter de sa notification toutefois les prestations démarreront à compter de la notification, par la CPAM du Var au titulaire de l'accord-cadre, d'un ordre de service de démarrage.

La durée de l'accord-cadre est fixée à 12 mois fermes à compter de la notification de l'ordre de service. Cette durée ne sera pas reconductible.

L'acheteur garantit au titulaire une période minimale d'exécution de six (6) mois à compter de la notification de l'ordre de service de démarrage.

Toutefois, au-delà de cette période, et compte-tenu des aléas liée à la durée de

personnalisation du bâtiment à la date exacte de démarrage de la phase d'exploitation, l'acheteur se réserve la faculté de résilier l'accord-cadre de manière anticipée pour motif d'intérêt général.

La résiliation anticipée interviendra par notification adressée au titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception (ou par voie dématérialisée sécurisée), sous réserve d'un préavis de trente (30) jours.

Cette résiliation n'ouvrira droit à aucune indemnité, sauf remboursement des dépenses engagées par le titulaire et dûment justifiées au titre des prestations déjà exécutées à la date de résiliation.

### ARTICLE 3. PIECES CONTRACTUELLES DU MARCHE

---

**Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS**, les pièces contractuelles particulières et leur ordre de priorité sont les suivants :

- L'Acte d'Engagement dans la version résultant des dernières modifications éventuelles (mise au point, avenant etc.) et ses annexes :
  - Annexe 1 : Pièce financière (DPGF et BPU)
  - Annexe 2 : Déclaration de sous-traitance (formulaire DC4)
  - Annexes 3 : Annexes de confidentialité (x2)
- Le présent C.C.A.P et ses annexes :
  - Annexe 1 : Livret de sécurité prestataire
  - Annexe 2 : Tableau des pénalités
- Le C.C.T.P et ses annexes :
  - Annexe 1.0 : Description surfaces et équipements locaux
  - Annexe 1.1 : Tableau des surfaces et espaces
  - Annexe 2 : Quantitatif vitres
  - Annexe 3 : Synthèse fréquences
  - Annexe 4 : Moyens humains
  - Annexe 5 : Moyens matériels
  - Annexe 6 : Sécurité accès aux locaux
  - Annexe 7 : Attestation de visite obligatoire sur site
  - Annexes 8 : Plans
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux prestations fournitures courantes et de services (CCAG-FCS) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- Le mémoire technique du titulaire et ses annexes (le cas échéant)
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification de l'accord-cadre.
- Les bons de commande émis

Le Détail Quantitatif Estimatif (DQE) n'est pas contractuel.

En cas de contradiction ou de différence entre les documents constitutifs de l'accord-cadre, ces documents prévalent dans l'ordre où ils sont énumérés ci-dessus.

Le prestataire est réputé connaître l'ensemble des documentations techniques et prescriptions des fabricants des matériels, outils et produits utilisés pour la bonne exécution de l'accord-cadre. Il ne pourra se prévaloir dans l'exercice de sa mission d'une quelconque ignorance de

ces textes et, d'une manière générale, de tout texte et de toute la réglementation intéressant son activité pour l'exécution du présent accord-cadre.

Par ailleurs, le titulaire est tenu de signaler toute non-conformité à la réglementation en vigueur des installations ou équipements objet de l'accord-cadre.

#### **ARTICLE 4. FORME DES NOTIFICATIONS ET INFORMATIONS AU TITULAIRE**

---

Pour les notifications au titulaire de ses décisions, observations ou informations qui font courir un délai, l'acheteur prévoit d'utiliser la ou les formes suivantes qui permettent d'attester de la date et, le cas échéant, l'heure de leur réception :

- Remise contre récépissé daté ;
- Échanges dématérialisés datés ou sur supports électroniques via notamment le profil acheteur du pouvoir adjudicateur ou par courriel ;
- Lettre recommandée avec accusé de réception postal.

Les notifications sont faites à l'adresse du titulaire mentionnée dans l'acte d'engagement ou, à défaut, à son siège social. En cas de groupement, la notification se fait au mandataire pour l'ensemble du groupement.

La date et, le cas échéant, l'heure de réception mentionnées sur un récépissé sont considérées comme celles de la notification.

Lorsque la notification dématérialisée est effectuée par le biais du profil d'acheteur, les parties sont réputées avoir reçu cette notification à la date de la première consultation du document qui leur est ainsi été adressée, certifiée par l'accusé de réception délivré par l'application informatique, ou, à défaut d'une consultation dans un délai de 8 jours à compter de la date de mise à disposition du document sur le profil d'acheteur, à l'issue de ce délai.

En complément de l'article 3.1.2 du CCAG-FCS, lorsque la notification dématérialisée est effectuée par courriel, et en complément de l'article 3.1.2 du CCAG-FCS, une confirmation automatique ou manuelle de réception devra être émise en réponse par le titulaire. À défaut d'envoi automatique ou de confirmation de réception, le titulaire s'engage à attester par courriel de la réception de la notification concernée. Sans réponse de sa part dans un délai de 8 jours calendaires, la date d'envoi fait foi et constitue le point de départ des délais contractuels faisant l'objet de ladite notification.

#### **ARTICLE 5. ORDRE DE SERVICE**

---

L'ordre de service est la décision de l'acheteur qui précise les modalités d'exécution des prestations prévues par l'accord-cadre. En complément de l'article 3.8.1 du CCAG-FCS, ils sont signés, notifiés par l'acheteur au titulaire et n'ont pas à être signés par ce dernier.

Les délais d'exécution pourront être prolongés par ordre de service.

Conformément à l'article 3.8.4 du CCAG-FCS, en cas de groupement d'opérateurs économiques, les ordres de service sont adressés au mandataire du groupement, qui a seule qualité pour formuler des observations à l'acheteur.

## ARTICLE 6. PRIX

---

### 6.1 – Forme des prix

---

Le présent accord-cadre est conclu à prix mixtes:

- Prix global et forfaitaire (DPGF) pour des prestations de remise en état complet des locaux et nettoyage courant
- Prix unitaires (BPU) pour des prestations commandées par la CPAM du Var par l'émission de bons de commande adressés au titulaire, à la survenance de son besoin

Le prestataire est rémunéré par le pouvoir adjudicateur sur les bases suivantes : Application des prix unitaires tels que fixés dans le bordereau des prix unitaires (annexe 1 à l'acte d'engagement), aux quantités réellement commandées par le pouvoir adjudicateur.

Le bordereau de prix identifie les prix établis sur la base des prestations fixées au CCTP.

Les prix sont exprimés en euro TTC.

La part de l'accord-cadre correspondant à l'émission de bon de commande (BPU) est minoritaire par rapport aux prestations à prix global et forfaitaire du présent accord-cadre (DPGF). Le prestataire sera sollicité occasionnellement pour la réalisation des prestations à bons de commande, en fonction du besoin. L'organisme n'a pas d'obligation minimum de procéder à ces interventions.

Toute intervention non comprise dans le présent marché et demandée en sus au titulaire, fera l'objet d'une présentation d'un devis détaillé et soumis à un accord préalable du pouvoir adjudicateur. Ces prestations feront l'objet d'un bon de commande de l'organisme après acceptation d'un devis. Elles revêtent un caractère exceptionnel et résultent d'un événement particulier.

### 6.2– Contenu des prix

---

Les prix tels qu'indiqués par le titulaire dans son offre sont réputés complets et comprendre toutes les dépenses de main-d'œuvre, fournitures et transports nécessaires, tous les frais généraux, bénéfices, frais, charges sociales ou fiscales et taxes diverses ainsi que les risques d'accident personnels ou aux tiers, pouvant survenir lors de l'exécution des prestations de sorte qu'aucun supplément de quelque nature que ce soit ne puisse s'y ajouter

En complément de l'article 10.1.3 du CCAG-FCS, les précisions suivantes sont apportées en matière de contenu des prix :

- En cas de cotraitance conjointe ou solidaire, le prix de l'accord-cadre est réputé comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations de coordination et contrôle effectuées par le mandataire, y compris les frais généraux, impôts, taxes ou autre, la marge pour risque et bénéfice ainsi que tous les frais consécutifs aux mesures propres à pallier d'éventuelles défaillances des membres du groupement et les conséquences de ces défaillances.

- En cas de sous-traitance le prix de l'accord-cadre est réputé couvrir les frais de coordination et de contrôle par le titulaire des prestations confiées à ce sous-traitant, ainsi que les conséquences de ses défaillances.

En aucun cas, le titulaire ne pourra arguer des imprécisions, des erreurs, des omissions ou des contradictions du CCTP pour justifier une demande de supplément.

Les anomalies survenant au cours de l'accord-cadre et n'entrant pas dans les événements considérés comme cas de force majeure seront réputées être comprises dans l'économie de l'accord-cadre.

Aucun supplément ne sera accordé au motif d'une erreur éventuelle dans les quantités indiquées dans le dossier de consultation des entreprises (DCE). Les indications sont transmises à titre informatif.

Les aléas, qui donneraient naissance à une interruption provisoire des prestations sans bouleverser l'économie de l'accord-cadre, ne pourront servir de fondement à une demande d'indemnité.

### 6.3 Mode d'établissement du prix de l'accord-cadre

Les prix initiaux de l'accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques en vigueur du mois de remise des offres, soit le mois de février 2026 (appelé « mois zéro » (mois Mo).

### 6.4 Variation du prix

Les prix du marché sont fermes.

Ils feront l'objet d'une actualisation si un délai supérieur à trois (3) mois s'écoule entre la date à laquelle le soumissionnaire a fixé ses prix dans l'offre et la date de début d'exécution des prestations, notifiée au titulaire par ordre de service de démarrage.

Pour mettre en œuvre l'actualisation, un coefficient d'actualisation sera appliqué à l'offre initiale, calculé de la façon suivante :

Coefficient d'actualisation = (indices à la date de début d'exécution des prestations – 3 mois) / (indices de la date de fixation du prix dans l'offre).

La formule d'actualisation qui sera alors appliquée est la suivante :

$$Pa : P0 \times [ICHTrev \text{ TS } m-3 / ICHTrev \text{ TS } m0] + (FSD2 \text{ } m-3 / FSD2 \text{ } m0)]$$

Dans laquelle :

Pa : Prix actualisé

P0 : Prix de l'offre initiale du titulaire

m0 : Valeur de l'indice au mois d'établissement des prix (février 2026)

m-3 : Valeur de l'indice trois mois avant la date de début d'exécution des prestations, notifiée au titulaire par ordre de service de démarrage

Les indice en question sont :

- ICHTrev TS : Indice mensuel du coût horaire du travail révisé - Salaires et charges - Tous salariés - Services administratifs, soutien (NAF rév. 2 section N) - Base 100 en décembre 2008. Identifiant 001565196. Cet indice est publié au Bulletin mensuel de l'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE).
- FSD2 – Indice des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) – CPF 81.21 – Services de nettoyage courant des bâtiments- Prix de marché – Base



## ARTICLE 7. CLAUSE DE SURETE ET DE FINANCEMENT

---

### 7.1– Retenue de garantie

---

Sans objet

### 7.2– Avance

---

Il est prévu le versement d'une avance en application de l'option B (article B.11.1 du CCAG-FCS)

Une avance est accordée si le montant forfaitaire de l'accord-cadre est supérieur à 50 000 € HT et si le titulaire ne l'a pas refusée dans l'acte d'engagement en application des articles R. 2191-3 à R. 2191-5 du Code de la Commande Publique. Il n'est pas prévu d'avance sur les bons de commande.

**Montant de l'avance** : Le taux de l'avance est fixé à 10 %.

Le taux de l'avance est porté à 30 % lorsque le titulaire ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite et moyenne entreprise.

Conformément à l'article R.2191-6 du Code de la commande publique, lorsqu'une partie de l'accord-cadre est sous-traitée, le montant initial de l'accord-cadre est diminué du montant des prestations confiées au sous-traitant et donnant lieu au paiement direct.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Il ne sera pas exigé de constitution d'une garantie à première demande en contrepartie de l'avance.

Conformément à l'article R.2191-5 du Code de la commande publique, le titulaire de l'accord-cadre peut refuser le versement d'une avance.

### **Modalités de règlement de l'avance :**

L'avance sera versée en une seule fois et en totalité dans les conditions ci-après : le règlement de l'avance doit intervenir au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet sa première demande de paiement relatif à l'exécution de l'accord-cadre.

## ARTICLE 8. REGLEMENT DES COMPTES AU TITULAIRE

---

### 8.1– Transmission des demandes de paiement

---

Les factures portent les mentions légales et les indications suivantes :

- le **numéro**, l'intitulé de l'accord-cadre ainsi que la date de l'accord-cadre,
- le nom du site concerné
- les nom et adresse du titulaire
- la désignation des prestations réalisées
- la quantité réalisée

- le prix unitaire ou forfaitaire H.T de base.
- le taux et le montant de la T.V.A.
- le montant total T.T.C. des prestations réalisées
- la date et la période sur laquelle porte la facturation
- un tableau ou une décomposition du prix

Les factures doivent parvenir dans les 15 jours qui suivent le mois d'exécution de la prestation. Elles doivent être accompagnées des bons d'attachement, attestant la réalisation des prestations, signés par le responsable du site concerné.

En application de l'article L2192-1 du code de la commande publique, la facturation électronique est obligatoire pour l'ensemble des entreprises, les transmissions de demandes de paiement se feront obligatoirement sous format dématérialisé sur le portail <https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e1s1>

En cas de difficultés et de façon exceptionnelle les factures pourront être reçues à l'adresse :

*CPAM DU VAR*

*Service des Achats Marchés et Approvisionnements TSA 41126*

*83082 TOULON CEDEX*

Lors de la mise en place de l'accord-cadre avec le titulaire, une précision des conditions de présentation des demandes de paiements sera faite afin de faciliter les procédures et échanges.

## 8.2– Périodicité du règlement

Conformément à l'article 11.5.1 du CCAG-FCS, la remise d'une demande de paiement intervient au début de chaque mois pour les prestations effectuées le mois précédent, dans le cas des prestations qui s'effectuent de façon continue, soit les prestations prévues au titre de la DPGF (règlement à terme échu après la réalisation des prestations).

Le titulaire notifie alors à l'acheteur une demande de paiement mensuelle établissant le montant total, arrêté à la fin du mois précédent, des sommes auxquelles il peut prétendre du fait de l'exécution de l'accord-cadre.

Pour les prestations à bon de commande, elles seront adressées sur présentation des factures, après admission des prestations (règlement après service fait).

## 8.3– Demandes de paiement

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-FCS.

## 8.4– Règlements en cas de groupement d'opérateurs économiques et de sous-traitants ayant droit au paiement direct

Les paiements sont répartis entre le titulaire, les cotraitants ou sous-traitants payés directement comme indiqué dans l'acte d'engagement et son annexe en cas de besoin.

Quelle que soit la forme du groupement d'opérateurs économiques, le mandataire est seul habilité à présenter à l'acheteur les demandes de paiement.

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. **Par dérogation à l'article 12.1 du CCAG-FCS**, le paiement peut être effectué sur un compte unique, ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire.

En complément de l'article 12.1.2 du CCAG-FCS, en cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire. Sur demande du mandataire, l'acheteur peut également procéder à un règlement séparé de chacun des cotraitants, si la répartition des paiements est identifiée dans l'acte d'engagement. Le mandataire du groupement indique dans chaque demande de paiement qu'il transmet à l'acheteur, la répartition des paiements pour chacun des cotraitants. L'acceptation d'un règlement à chacun des cotraitants solidaires ne saurait remettre en cause la solidarité des cotraitants.

Les règlements des sous-traitants ayant droit au paiement direct s'effectueront dans les conditions prévues par les articles R.2193-10 à R.2193-16 du code de la commande publique.

En complément de l'article 11.3.2 du CCAG-FCS, le titulaire transmet avec sa demande de paiement la copie des factures des sous-traitants acceptées, complétées ou rectifiées par lui.

Le paiement des factures du sous-traitant sera effectué par l'acheteur sur la base de l'acceptation totale ou partielle des factures du sous-traitant par le titulaire.

En l'absence de notification à l'acheteur par le titulaire, dans les 15 jours de la demande de paiement adressée par le sous-traitant au titulaire, de son refus total ou partiel de la facture du sous-traitant, l'acheteur procèdera au paiement des factures sur la base de la demande qui lui aura été adressée par le sous-traitant dans les conditions prévues par le code de la commande publique.

Ces dispositions sont applicables aux demandes de paiement en cours de marché et pour solde du contrat de sous-traitance.

#### 8.5– Délais de paiement

Le délai global de paiement est de 30 jours à compter de la date de réception de la facture conforme et après vérification du service fait.

Le mode de règlement choisi par le pouvoir adjudicateur est le virement.

Le titulaire est informé du fait que l'unité monétaire de l'accord-cadre est l'euro.

Le dépassement du délai de paiement ouvre de plein droit le bénéfice au paiement d'une indemnité forfaitaire de recouvrement et d'intérêts moratoires.

Le taux des intérêts moratoires applicables en cas de dépassement du délai maximum de paiement est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage. La formule de calcul des intérêts moratoires est la suivante :

$$IM = M \times J/365 \times \text{Taux IM}$$

M = montant de l'acompte en TTC

J = nombre de jours calendaires de retard entre la date limite de paiement et la date réelle de paiement.

365 = nombre de jours calendaires de l'année civile

En cas de retard de paiement, l'acheteur sera de plein droit débiteur auprès du titulaire de l'accord-cadre de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, conformément aux dispositions de l'article L.2192-13 du code de la commande publique.

#### 8.6– Circularisation annuelle dans le cadre de l'arrêté des comptes

A l'occasion du contrôle des comptes de l'organisme, par les auditeurs nationaux, il sera demandé au titulaire de retourner le relevé du compte de l'organisme, dans les livres du titulaire, arrêté à la date du 31 décembre de l'année en cours, et faisant ressortir la position du compte à cette date. Les comptes concernés dans les livres de l'organisme sont les comptes 411 (ventes facturées) et 418 (produits à recevoir)

### **ARTICLE 9 – RESPONSABILITE GENERALE DU PRESTATAIRE**

#### 9.1 Obligation d'assurance

Pendant toute la durée d'exécution de l'accord-cadre, le titulaire est responsable des dommages causés aux personnes, biens ou installations liés à son intervention.

Il doit souscrire et maintenir en vigueur une assurance garantissant sa responsabilité civile professionnelle, couvrant notamment les risques d'accidents, incendies, explosions, vols, dégâts des eaux, et autres dommages découlant de l'exécution de l'accord-cadre. Cette assurance doit prendre effet au plus tard à la date de démarrage des prestations.

Le titulaire est tenu de justifier, à tout moment, de la validité de son contrat d'assurance. Le pouvoir adjudicateur peut lui demander tout justificatif relatif à cette couverture. En cas de non-présentation de ce justificatif dans un délai de deux mois suivant une mise en demeure, L'accord-cadre pourra être résilié de plein droit, sans indemnité pour le titulaire.

Le titulaire doit, en outre, souscrire une assurance spécifique pour les locaux mis à sa disposition dans le cadre de l'accord-cadre, couvrant tous les risques liés à ces locaux conformément au droit commun (accidents, incendies, vols, etc.).

Le titulaire garantit également la couverture des risques d'accidents professionnels de son personnel, y compris ceux survenant lors des trajets professionnels, ainsi que tout autre dommage lié à l'exécution des prestations.

Il est seul responsable des dommages, pertes ou sinistres résultant de négligence, faute ou manquement dans l'exécution de l'accord-cadre, sans recours contre le pouvoir adjudicateur.

Le titulaire doit assurer la maintenance et l'usage conforme à la réglementation de tout matériel qui lui est confié. Il doit également assurer à ses frais ce matériel.

Toute modification relative aux qualifications, assurances ou garanties du titulaire doit être notifiée à l'organisme dans un délai d'un mois. Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de demander une extension des garanties, après consultation avec le titulaire et son assureur.

L'organisme décline toute responsabilité pour les dommages causés par le titulaire dans les locaux ou sur les abords, ainsi que pour ceux affectant les équipements, véhicules ou

employés du titulaire

## 9.2 Personnel du prestataire

L'accord-cadre est placé sous la conduite d'un responsable ou d'un manager désigné par le prestataire qui est l'interlocuteur direct auprès de l'organisme. Il est présent sur le site sur convocation du responsable de l'organisme et a un pouvoir suffisant pour engager la responsabilité du prestataire.

Il est notamment responsable :

- du respect des plannings
- du contrôle de la qualité des prestations
- de l'organisation du travail
- du suivi du contrat de façon générale
- de l'information auprès de l'organisme
- de la discipline et du respect des consignes par le personnel intervenant

En complément des dispositions du CCTP, il est précisé que les travailleurs étrangers doivent être munis du titre les autorisant à exercer une activité salariée en France lorsque la possession de ce titre est exigée, en vertu soit de dispositions législatives ou réglementaires, soit de traités ou accords internationaux.

Le personnel d'intervention du prestataire est soumis:

- aux dispositions générales prévues par la législation du travail
- aux règles qui sont appliquées au personnel extérieur intervenant sur le site

Le Titulaire est responsable de ses agents d'exécution en toutes circonstances et pour quelque cause que ce soit. Il sera responsable des accidents survenus, par le fait de son personnel, des dégâts produits à l'occasion de l'exécution des travaux ainsi que des vols qui pourraient être commis par ses préposés. Le personnel du Titulaire devra faire preuve d'un comportement exempt de tout reproche vis à vis des tiers.

Le représentant de l'organisme se réserve le droit à tout moment et sans avoir à en justifier de demander le remplacement de tout membre du personnel du prestataire ou même de lui refuser l'accès des lieux en tout ou partie.

## **ARTICLE 10 – CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS**

### 10.1 Désignation des correspondants

En complément de l'article 1.8 ci-dessus, le titulaire informe par écrit l'organisme de la désignation d'un responsable ou d'un manager dont il lui indique le nom. Cet interlocuteur est le responsable du bon déroulement de l'accord-cadre. Il est le représentant du titulaire auprès de l'organisme contractant.

En cas de changement de responsable technique, le titulaire s'engage à ce que ce changement ne crée pas d'interruption dans les missions incombant à la fonction.

Le titulaire informe, par écrit, l'organisme de ce changement dans les meilleurs délais, et lui communique le nom du remplaçant.

Le responsable est éventuellement assisté par un inspecteur nommément désigné chargé du suivi des différents chantiers.

Le responsable ou l'inspecteur sont responsable de :

- de la mise en application des méthodes préconisées par le titulaire ;
- de la vérification de la prise en compte des doléances des usagers ;
- de la sécurité du personnel et des biens.

Ils visent obligatoirement de manière hebdomadaire le cahier de liaison.

Une réunion de cadrage pour la mise en place de l'accord-cadre sera obligatoirement réalisée en début de marché avec le responsable de l'accord-cadre, l'inspecteur le cas échéant et le représentant de l'organisme chargé du suivi de l'accord-cadre de nettoyage.

En cas de remplacement du personnel du Titulaire désigné à l'exécution des prestations de nettoyage par un personnel intérimaire, le Titulaire est tenu d'informer les référents techniques et opérationnels de la CPAM du Var de sa planification et de fournir les justificatifs attestant la bonne formation de ses employés aux prestations à exécuter. Toute absence et tout remplacement, même de courte durée, devra être impérativement et promptement signalé à l'organisme soit avant le départ de l'agent - dans l'hypothèse de congés programmés - ou - le jour même en cas de maladie et absences imprévues.

En cas d'absence d'un agent d'exécution, et pour quelque motif que ce soit, il sera remplacé par un agent de qualification équivalente ou ayant acquis la formation appropriée. Chaque nouvel agent sera présenté à son service d'affectation par l'encadrement, lors de sa prise de poste muni de son certificat d'aptitude médicale.

En cas de non-remplacement du personnel absent y compris d'un encadrant (tel que prévu au planning contractuel d'exécution des prestations), des pénalités pourront être appliquées conformément à l'article 15 du CCAP et son annexe 2« tableau des pénalités ».

## 10.2 – Qualité et qualification du personnel sur site

Le titulaire est responsable de la qualification et du choix de sa main-d'œuvre. La qualification de tout le personnel intervenant sur le site doit pouvoir être vérifiée par l'organisme. La qualification doit correspondre aux besoins et spécificités de l'intervention.

Le projet d'organisation, précisant les effectifs, les qualifications, le nombre d'heures prévisionnelles, remis par le titulaire avec son offre sont contractuels. Ces éléments constituent les moyens minimaux à mettre en œuvre.

Le Titulaire fournit à la CPAM du Var la liste nominative des personnels intervenant dans le cadre des prestations au plus tard dans un délai de 7 jours ouvrables à compter de la date de notification de l'accord-cadre puis, en cours d'exécution de l'accord-cadre, tous les 3 mois.

Cette liste présentera la qualification correspondante de chacun d'entre eux et sera mise à jour à chaque modification de personnel. A défaut, des pénalités pourront être appliquées conformément à l'article 15 du CCAP et son annexe 2 « tableau des pénalités ».

## 10.3 Continuité du service

En cas d'arrêt de travail de son personnel ou en cas de changement de responsable technique, le titulaire s'engage à ce que ce changement ne crée pas d'interruption dans les missions incombant à la fonction.

Le titulaire sera tenu d'assurer toutes les prestations indispensables au maintien de l'hygiène et de la sécurité des bâtiments.

Les exigences minimales sont les suivantes :

- le nettoyage des sols et des blocs sanitaires,
- l'évacuation des déchets,

- les désinfections.

Les prestations non effectuées lors de ces périodes d'interruption ne seront pas réglées au prestataire.

## 10.4 Fournitures

---

### 10.4.1 — Consommables

---

Le Titulaire assure la fourniture et le réapprovisionnement de l'ensemble des matériels et produits nécessaires aux prestations (produits d'entretien, outillage, sacs poubelles, fiches techniques et de sécurité, etc.).

Il doit mettre à disposition au minimum deux aspirateurs équipés.

Les consommables sanitaires de base sont fournis par la CPAM du Var, mais les recharges (papier, savon, désodorisants...) sont à la charge du Titulaire, qui doit les remplacer régulièrement selon calendrier ou demande.

### 10.4.2 — Outillage

---

Le titulaire fournit à son personnel et sous sa seule responsabilité, l'outillage nécessaire courant ou spécialisé.

L'outillage devra être neuf lors de la date de prise d'effet du présent contrat.

Le titulaire veille à ce que son personnel n'utilise pas l'outillage et les matériels appartenant à l'organisme qui ne sont pas mis normalement à sa disposition dans le cadre de l'accord-cadre.

Si de l'outillage et des matériels appartenant à l'organisme étaient prêtés au titulaire, celui-ci les mettrait en œuvre sous sa propre responsabilité.

## 10.5 Etat des lieux et matériel

---

Le titulaire déclare parfaitement connaître la constitution des locaux et la consistance des matériels et équipements dont il assure le nettoyage, ainsi que les règles de sécurité et règlements applicables en pareille matière.

Conformément à l'article 7 du CCTP, Avant le début d'exécution des prestations ou au plus tard dans les quinze jours qui suivent, le titulaire prend contact avec les responsables techniques et opérationnels de la CPAM pour établir un état des lieux contradictoire. Cet état de lieux porte sur la totalité ou sur une partie des locaux et fait l'objet d'un procès-verbal signé par les deux parties.

Cet état des lieux fait l'objet d'un procès-verbal signé par les deux parties.

Le titulaire peut indiquer aux responsables techniques et opérationnels de la CPAM les actions correctrices dont il conseille la réalisation.

A défaut de la réalisation de cet état des lieux, le site est réputé en bon état de propreté.

Le titulaire s'engage à laisser, en fin d'exécution de l'accord-cadre, les matériels et locaux en état normal de propreté et d'hygiène.



Le titulaire est responsable de la conservation, de l'entretien et de l'emploi, de tout matériel et objet qui lui sont confiés, dès que ce matériel ou objet est entré effectivement en sa possession. Il ne peut en disposer qu'aux fins prévues par l'accord-cadre.

Si le titulaire ne peut restituer un matériel ou objet, pour quelque motif que ce soit, l'organisme décide, après s'être informé de ses possibilités, la mesure de réparation à appliquer : remplacement ou remise en état.

L'organisme dotera le titulaire de clés, en quantité suffisante, permettant l'accès aux locaux intéressés par les prestations. En cas de perte ou de vol, le titulaire avisera aussitôt l'organisme des exemplaires manquants, ceux-ci seront remplacés et feront l'objet d'une facturation au titulaire, au tarif en vigueur. Le titulaire devra le remplacement à ses frais des canons accessibles à partir des clés considérées si les circonstances l'exigent.

En fin de marché, le titulaire sera tenu de remettre à l'organisme les clés confiées initialement.

#### 10.6 Locaux mis à disposition du titulaire

---

Un accord concernant la fourniture et l'utilisation d'un local mis à la disposition du personnel du titulaire conformément à la réglementation du travail en vigueur sera établi entre l'organisme et le titulaire à la notification de l'accord-cadre.

Les locaux mis à la disposition du titulaire ne peuvent être utilisés que pour l'exécution de cet accord-cadre. L'organisme se réserve le droit d'accès à ces locaux. L'organisme se réserve également la possibilité de les échanger contre d'autres locaux sous réserve de proposer qu'ils satisfassent aux exigences réglementaires.

Le titulaire prendra les locaux dans l'état où ils lui seront remis par l'organisme, sans pouvoir n'exercer aucun recours contre celui-ci, ni faire aucune réclamation pour quelque cause que ce soit. Le titulaire peut, s'il le juge utile, proposer à l'organisme l'adjonction à ses frais de tout aménagement complémentaire. Les projets correspondants doivent recevoir l'accord écrit de l'organisme sur le descriptif des aménagements avant tout commencement d'exécution.

#### 10.7 Sécurité et accès aux locaux

---

La personne désignée comme le correspondant technique par le titulaire doit prendre contact avec les référents techniques et opérationnels de la CPAM du Var dès la notification de l'accord-cadre. Ce contact permettra de préparer la mise en œuvre des autorisations d'accès au site.

Les coordonnées de ces référents seront communiquées au titulaire.

Les entreprises sont informées que le site est équipé de dispositifs de contrôle d'accès. Les accès sont encadrés. Une procédure spécifique, permettant l'accès au prestataire et à ses salariés ainsi que ses éventuels sous-traitants sera mise en place. Les modalités d'exécution relatives aux modalités de sécurité et d'accès aux locaux sont détaillées en annexe 6 du présent CCTP

Des badges seront fournis. Un document sera complété par l'organisme et le prestataire à la remise et à la restitution du badge. En cas de perte, l'entreprise devra informer immédiatement le responsable du Service Patrimoine Immobilier ( SPI) de la CPAM du Var. Les frais liés à la perte de ces badges seront facturés à l'entreprise.

A défaut de respect de ces obligations, l'accès au site sera refusé, par mesure de sécurité.



## 10.8 Fermeture des locaux et mise en sécurité

Les portes et les fenêtres seront fermées et les lampes doivent être éteintes dès l'achèvement des travaux. Les volets roulants seront baissés.

Le code d'activation des alarmes sera à composer au moment du départ dans le site. Les éventuels systèmes mécaniques anti-intrusion seront remis en place.

Le titulaire et ses équipes intervenantes auront la responsabilité de fermer les locaux à clés (portes, portails, murs rideaux, grilles etc) et de mettre en position active les alarmes s'il y a lieu après leurs interventions et s'ils sont les derniers à quitter le site.

Les modalités d'exécution relatives aux modalités de sécurité et d'accès aux locaux sont détaillées an annexe 6 du présent CCTP.

## 10.9 Hygiène et sécurité

### 10.9.1 Règles de sécurité

Les matériels, appartenant au titulaire ou mis à sa disposition par l'organisme, doivent être tenus en bon état de marche et pourront être contrôlés ; ils devront rester ou être rendus conformes aux règles de sécurité en vigueur.

Toutes précautions seront prises pour que l'état des meubles, immeubles, aménagements, machines, etc. ne soit pas altéré par les opérations de nettoyage et en particulier par la projection de produits. Le lavage des sols est effectué de façon à éviter le mouillage des boîtiers électriques et l'altération des caractéristiques des sols. Il est rigoureusement interdit au personnel du titulaire de manipuler, pour quelque raison que ce soit, les appareils et matériels se trouvant dans les locaux.

Le titulaire instruit son personnel sur les règles de sécurité du travail, tant générales que particulières. Le titulaire veille à faire observer, par son personnel, les règles de sécurité du travail, notamment en ce qui concerne :

- ☑ Le travail en hauteur en ce qui concerne le nettoyage de fenêtres par cordistes
- ☑ L'encombrement des passages ;
- ☑ Les zones interdites ;
- ☑ L'utilisation des prises de courant destinées au raccordement des machines de nettoyage ;
- ☑ L'emploi de serpillières et de tout objet humide à proximité des conducteurs ou des prises de courant ;
- ☑ Le port de la ceinture de sécurité lors du nettoyage des vitres en hauteur ;

Le titulaire s'engage à faire respecter auprès de son personnel les règlements intérieurs et de sécurité propre au site.

Il sera notamment interdit au personnel du titulaire :

- D'utiliser le téléphone sauf en cas de nécessité
- D'écouter ou de jouer d'un instrument de musique pendant les heures de travail
- De prendre des repas ou collations à l'intérieur des locaux
- D'introduire et de consommer des boissons dans les locaux ainsi que d'y pénétrer en état d'ivresse
- De fumer

- De provoquer du désordre de façon quelconque sur les lieux de travail et de leurs dépendances
- De tenir des réunions dans l'enceinte des locaux ;
- De distribuer dans les locaux des brochures, tracts ou journaux et de faire circuler des listes de souscriptions, d'organiser des collectes, loteries, de faire des pétitions ;
- D'introduire dans les locaux des marchandises destinées à être vendues
- D'introduire une ou plusieurs personne(s) étrangère(s) à l'entreprise étrangère
- De procéder à des affichages ou d'apposer des inscriptions ;
- De lacérer des affiches ;
- De manquer de respect aux membres du personnel de la CPAM du Var ;
- De se faire aider dans son travail par une personne étrangère au Titulaire.

Cette liste n'est pas limitative.

### 10.9.2 — Prévention

Le titulaire doit se conformer parfaitement à l'ensemble des dispositions prévues par le Code du travail et par la réglementation en vigueur à la date d'exécution des travaux, pour l'application des dispositions relevant de l'hygiène et de la sécurité. Celles-ci, engage la responsabilité du titulaire.

Un plan de prévention des risques lié aux travaux en hauteur, ainsi que les attestations d'assurance responsabilité civile professionnelle et responsabilité civile exploitation couvrant ces risques sera établi dans les 15 jours suivant la notification du contrat. Il indique de façon précise et détaillée :

☒ Les mesures prévues pour intégrer la sécurité à l'égard des principaux risques courus par le personnel tant dans les modes opératoires lors de leur définition que dans les différentes phases d'exécution des travaux. Il explicite en particulier les moyens de prévention concernant, d'une part, les chutes de personnel et de matériaux, d'autre part, les circulations verticales et horizontales d'engins ;

☒ Les mesures concourant à une bonne hygiène de travail.

Le plan de sécurité est tenu à jour par le titulaire qui se doit d'en signaler les modifications à l'organisme.

Le titulaire s'engage aussi à faire respecter par son personnel le règlement intérieur du site. Son non-respect engage sa responsabilité. A ce titre, le titulaire informe son personnel qu'il doit prendre connaissance des consignes particulières du site auprès de l'organisme.

### 10.9.3 Visite médicale

Le titulaire doit obligatoirement soumettre à une visite médicale d'embauche tout nouvel agent, avant sa prise de fonction, ou au plus tard avant la fin de la période d'essai.

Il soumet, par ailleurs, son personnel aux examens médicaux périodiques prévus par la législation en vigueur.

Les dates de ces examens, l'identité des agents et la conclusion du médecin du travail sur leur aptitude physique sont consignées par le titulaire sur un registre spécial.

Les agents utilisant ces matériels devront avoir été formés à leur utilisation et reconnus aptes lors de leur dernière visite médicale.

#### 10.9.4 Vêtements de travail

---

Le Titulaire s'engage à fournir et à faire porter par son personnel, y compris le personnel d'encadrement, une tenue vestimentaire identifiable (logo du Titulaire) et propre en adéquation avec l'activité d'entretien propreté, ainsi qu'un badge nominatif.

La fourniture des tenues vestimentaires des agents de service est à la charge du Titulaire.

Chaque agent, devra avoir à sa disposition le nombre de tenues nécessaires pour garantir une tenue propre quotidiennement.

Aucun agent ne sera admis s'il n'est pas revêtu de son vêtement de travail, s'il est démuné de son insigne ou s'il présente une tenue négligée.

Ces éléments pourront être vérifiés au cours de l'accord-cadre.

#### 10.9.5 Signalisation des travaux

---

Chaque fois que cela sera nécessaire, le titulaire devra, à ses frais et, après approbation par l'organisme, placer les barrages ou déviations, poser les écriteaux et prendre toutes les dispositions pour assurer la signalisation et prévenir les divers usagers et le personnel de l'organisme de la présence de zones interdites.

En cas de carence du titulaire ou en cas de danger, l'organisme se réserve le droit de prendre toute mesure utile aux frais du titulaire, et sans mise en demeure préalable, sans que cette action puisse dégager la responsabilité du titulaire en cas d'accident.

#### 10.9.6 Horaires d'intervention

---

Les interventions doivent être planifiées de manière à ne causer aucune gêne aux utilisateurs des locaux (personnel des services supports de la CPAM du Var et entreprises de chantier tierces).

Les zones concernées sont les étages R+1, R+2, R+4 et R+5, avec des spécificités d'occupation :

- RDJ : zones bureaux et ateliers
- R+1 : zones de repas : réservé aux entreprises extérieures (repas et sanitaires utilisés), nettoyage courant à partir de 16h
- R+2 : zones de repas : réservé aux agents CPAM, dédié aux repas, nettoyage courant à partir de 16h
- R+4 : zones de travail : services supports informatiques (environ 10 personnes), début des prestations à partir de 17h30
- R+5 : zones de travail : services supports immobilier et logistique (environ 20 personnes), début des prestations à partir de 17h30.

Dans tous les cas, les sanitaires et les douches seront nettoyés en dernier.

Un temps d'échanges avec les équipes de nettoyage et les référents techniques et opérationnels de la CPAM du Var, pourra être organisé avant le début du service.

Le titulaire aura toute latitude pour planifier les interventions, en fonction de la technicité voulue, dans le cadre de cette plage horaire. Dans ce cadre, l'annexe 4 moyens humains, récapitule le

nombre d'heures quotidien prévu.

En cas de retard sur site et en cas de manquement au respect des horaires sur cette plage horaire par le personnel du Titulaire, ce dernier peut se voir appliquer des pénalités conformément à l'article 15 du CCAP et son annexe 2 « tableau des pénalités ».

Des aménagements d'horaires peuvent toutefois avoir lieu, en cours d'exécution de l'accord-cadre, en accord avec les référents de la CPAM. Toute demande devra être réalisée par écrit au Service Patrimoine Immobilier (SPI) de la CPAM dont l'adresse mail sera communiquée au titulaire. Ces modifications doivent être validées par le service compétent de la CPAM. Un délai de prévenance de 7 jours minimum, devra être respecté par le Titulaire.

De manière général, les moyens humains et le temps passé par personne, indiqué par le Titulaire dans son offre, sont évalués par le pouvoir adjudicateur.

Ces moyens indiqués s'entendent comme un minimum mis en œuvre pour la réalisation des prestations. La diminution en cours d'accord-cadre, de ces moyens, par le titulaire, lui seront opposable. Le titulaire est donc responsable de déterminer le nombre d'heures et d'effectifs nécessaires par catégorie pour assurer un nettoyage conforme au présent CCTP.

## ARTICLE 11 – ABSENCE DE REPRISE DU PERSONNEL

---

Le présent accord-cadre, portant sur les prestations de nettoyage et d'entretien du nouveau siège de la CPAM du Var, constitue une opération distincte et indépendante des marchés en cours, étant donné que ce site est neuf et qu'aucune prestation similaire n'a été auparavant exécutée sur celui-ci.

Il n'existe donc pas de personnel affecté antérieurement aux dites prestations.

En conséquence, aucune reprise de personnel en application des articles L.1224-1 et suivants du Code du travail ne pourra intervenir sur ce site.

## ARTICLE 12 – INSERTION PAR L'ACTIVITE ECONOMIQUE - CONDITION D'EXECUTION

---

Dans le cadre des objectifs de développement durable et notamment d'insertion sociale et professionnelle, le pouvoir adjudicateur a décidé d'encourager l'application des dispositions de l'article L 2112-2 du Code de la commande publique en incluant dans l'accord-cadre, une clause obligatoire d'insertion par l'activité économique.

**A ce titre, le Titulaire s'engage à réaliser, durant chaque période de 6 mois d'exécution, un volume minimal de 105 heures de travail réalisées par des personnes bénéficiant des dispositifs d'insertion professionnelle visés ci-après. Soit, sur l'ensemble de la durée de l'accord-cadre (12 mois), un volume minimal total de 210 heures.**

Le pouvoir adjudicateur a mis en place un dispositif d'accompagnement pour faciliter la mise en œuvre de la clause d'insertion. Dans ce cadre, la Maison de l'Emploi PM/PLIE se tient à la disposition des entreprises pour les informer des modalités de mise en œuvre de la clause d'insertion.

**Madame Isabelle MASSE-ISIDORE**

Responsable du Pôle Appui aux Acteurs Économiques

Facilitatrice Experte des Clauses Sociales d'Insertion dans les Marchés Publics

Maison de l'Emploi PM / PLIE PM

Ligne directe : 04 94 36 37 57 - Portable : 06 03 38 23 37

Contact e-mail : [i.masse@mde-pm.fr](mailto:i.masse@mde-pm.fr)

Adresse de correspondance : 237 Place de la Liberté - 83000 Toulon

Le facilitateur a pour mission :

- d'accompagner le titulaire dans la définition du besoin de recrutement (nature du poste, compétence ...) et de lui proposer les modalités les plus appropriées de mise en œuvre de la clause d'insertion (embauche directe, mise à disposition, etc.) ;
- d'identifier les publics susceptibles de répondre au besoin du titulaire ;
- d'organiser le suivi des publics ;
- de valider l'éligibilité des personnes en amont de leur prise de poste ;
- de mesurer et de communiquer auprès de l'acheteur et du titulaire sur les réalisations obtenues dans le cadre du contrat.

Le Titulaire s'engage à mettre en œuvre une politique volontariste et dynamique en faveur des publics visés à l'article ci-dessous et à réaliser des actions en faveur des publics visés, notamment lors de recours à la sous-traitance ou lors de remplacements de personnels en congés.

La société sous-traitante aura les mêmes obligations que le Titulaire au vu du présent accord-cadre.

Le Titulaire doit préciser son objectif trimestriel, semestriel et annuel de recrutement de personnel en insertion professionnelle dans le cadre de cet accord-cadre.

#### Les publics visés :

Le dispositif vise à favoriser l'accès ou le retour à l'emploi des publics précisés au CCAG FCS article 16.

a) personnes prises en charge dans le secteur adapté ou protégé : salariés des entreprises adaptées, des entreprises adaptées de travail temporaire ou usagers des ESAT ;

b) personnes prises en charge dans les structures d'insertion par l'activité économique (IAE) mentionnée à l'article L. 5132-4 du code du travail, c'est-à-dire :

- mises à disposition par une association intermédiaire (AI) ou une entreprise de travail temporaire d'insertion (ETTI) ;
- salariées d'une entreprise d'insertion (EI), d'un atelier chantier d'insertion (ACI) ;

c) personnes employées par une régie de quartier ou de territoire agréée ;

d) personnes prises en charge dans des dispositifs particuliers, notamment les Etablissements Publics d'Insertion de la Défense (EPIDE) et les Ecoles de la deuxième Chance (E2C) ;

e) personnes en parcours d'insertion au sein des groupements d'employeurs pour l'insertion et la qualification (GEIQ) ;

#### Personnes répondant à des critères d'éloignement du marché du travail :

a) demandeurs d'emploi de longue durée (plus de 12 mois d'inscription au chômage) sans activité ou en activité partielle (moins de 6 mois dans les 12 derniers mois) ;

b) bénéficiaires du RSA en recherche d'emploi ;

c) personnes ayant obtenu la reconnaissance de travailleurs handicapés au sens de l'article L. 5212-13 du code du travail orienté en milieu ordinaire et demandeurs d'emploi fixant la liste des bénéficiaires de l'obligation d'emploi ;

d) bénéficiaires de l'allocation spécifique de solidarité (ASS), de l'allocation adulte handicapé (AAH), de l'allocation d'insertion (AI), de l'allocation veuvage, ou de l'allocation d'invalidité ;

e) jeunes de moins de 26 ans en recherche d'emploi :

- sans qualification (infra niveau 3, soit niveau inférieur au CAP/BEP) et sortis du système scolaire depuis au moins 6 mois ;
- diplômés, justifiant d'une période d'inactivité de 6 mois depuis leur sortie du système scolaire ou de l'enseignement supérieur ;

f) demandeurs d'emploi seniors (plus de 50 ans) ;

g) jeunes en suivi renforcé de type PACEA, SMA, SMV, en sortie de dispositif Garantie Jeunes.

En outre, d'autres personnes rencontrant des difficultés particulières peuvent, sur avis motivé de France Travail, des Pôles insertion des Conseils départementaux, des Maisons de l'Emploi, des Plans Locaux pour l'Insertion et l'Emploi, des Missions Locales ou de CAP Emploi, être considérées comme relevant des publics éloignés de l'emploi et éligibles à la clause d'insertion sociale.

**L'éligibilité des publics doit être établie par la facilitatrice préalablement à leur mise à l'emploi.**

#### Les modalités mises en œuvre

L'action d'insertion professionnelle peut être mise en œuvre par le titulaire selon une ou plusieurs des modalités suivantes :

- par une embauche directe en contrat à durée indéterminée (CDI), en contrat à durée déterminée (CDD) par l'entreprise titulaire, ou en contrats en alternance (contrat de professionnalisation ou contrat d'apprentissage). Les heures effectuées par les personnes en insertion via l'embauche directe sont comptabilisées durant l'exécution de l'accord-cadre à compter de la date d'embauche et pour une période maximale de deux ans ;
- par la mise à disposition de salariés en insertion via le recours à une association intermédiaire. (AI), ou à une entreprise de travail temporaire d'insertion (ETTI), ou à une entreprise de travail temporaire adapté (ETTA), ou à un groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification (GEIQ), ou à une entreprise de travail temporaire (ETT) ;
- par le recours à la sous-traitance ou au groupement d'opérateurs économiques avec une entreprise d'insertion (EI), un atelier chantier d'insertion (ACI) ou une entreprise adaptée (EA), un établissement et service d'aide par le travail (ESAT), une entreprise d'insertion par le travail indépendant (EITI), ou un travailleur indépendant handicapé (TIH).

Un contrôle de l'exécution des actions d'insertion est effectué par le facilitateur à deux niveaux : un contrôle de l'éligibilité des publics et un contrôle de l'exécution de l'action d'insertion.

Le contrôle de l'éligibilité des publics exige la transmission par l'entreprise au facilitateur de pièces justificatives. Une liste sera transmise au titulaire.

A ce titre, le Titulaire est informé qu'une réunion trimestrielle de bilan se déroulera entre les Parties.

Une réunion de démarrage sera organisée en présence du pouvoir adjudicateur, de la facilitatrice de clauses sociales et du Titulaire.

Le titulaire fournira chaque mois tous les renseignements utiles (attestation mensuelle d'heures d'insertion fournie par le facilitateur, justificatifs de l'éligibilité des personnes recrutées, dates d'embauches, types de contrats, postes occupés, factures d'achat d'heures et/ou de sous-traitance contractées auprès des SIAE, etc.) qui permettent le contrôle de l'exécution et l'évaluation par le facilitateur des actions réalisées.

L'absence ou le refus de transmission de ces renseignements entraîne l'application de pénalités conformément à l'article 15 du CCAP et son annexe 2« tableau des pénalités ».

En tout état de cause, le titulaire doit informer le pouvoir adjudicateur, par courrier recommandé avec AR, s'il rencontre des difficultés pour faire face à son engagement. Dans

ce cas, le facilitateur étudiera avec le titulaire les moyens à mettre en œuvre pour parvenir aux objectifs d'insertion auxquels il s'est engagé.

En cas de difficultés économiques qui se traduisent par le recours à de l'activité partielle, à l'engagement d'une procédure de licenciement pour motif économique ou à l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire, le pouvoir adjudicateur annule la clause d'insertion sociale. Cette annulation est subordonnée à la communication d'une copie des documents afférents à ces difficultés, transmis à la DREETS ou au juge.

Dans l'hypothèse où le titulaire a recours à des sous-traitants déclarés auprès de la CPAM du Var, le titulaire reste l'interlocuteur unique du facilitateur.

Il coordonne, le cas échéant, la mise en œuvre des clauses sociales par les sous-traitants et rend compte de la réalisation des heures d'insertion auprès du facilitateur selon les modalités énoncées ci-dessus.

A l'issue de l'accord-cadre, l'entreprise titulaire s'engage à étudier toutes les possibilités d'embauches ultérieures des personnes en insertion formées sur le chantier.

A l'achèvement de l'accord-cadre, le facilitateur transmet un bilan final dans le mois suivant la fin de l'exécution de l'accord-cadre, à destination de l'acheteur. Ces bilans anonymisés portent sur les aspects quantitatifs et qualitatifs de l'action d'insertion.

## **ARTICLE 13 – DISPOSITION EN MATIERE DE DEVELOPPEMENT DURABLE**

---

Les fournitures et les produits utilisés, ainsi que les matériels, afférents au présent marché, se doivent d'être obligatoirement conformes aux normes en vigueur dans la profession.

Le titulaire devra tenir compte de l'évolution de la législation dans le domaine environnemental et technique, et s'y conformer pour les textes, règlements ou autres, relatifs à son activité et aux prestations du présent accord-cadre.

Par ailleurs, les référents techniques et opérationnels de la CPAM du Var procéderont à des contrôles réguliers, afin de s'assurer que le titulaire emploie effectivement les matériels et les produits annoncés dans son mémoire technique.

L'ensemble des éléments techniques relatif aux spécifications environnementales (produits, consommables et pratiques socio et éco responsables) est décrit au CCTP.

En cas de manquements à ces obligations, il pourra être fait application de l'article 15 du présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et à son annexe 2 « tableau des pénalités ».

## **ARTICLE 14 – GARANTIES LIEES A LA CONFIDENTIALITE**

---

### 14.1 Règles de confidentialité

---

Le titulaire pour l'exécution de la prestation est amené à intervenir dans les locaux de l'organisme et peut se voir remettre des informations, sous quelque forme que ce soit, qui appartiennent à l'organisme ou dont il est le garant et qui représentent un caractère confidentiel.

La divulgation du contenu de ces informations, des informations de toute nature relative à l'activité de l'organisme, des informations détenues par l'organisme est susceptible de nuire aux intérêts dudit organisme et de ceux d'autres personnes.



Le titulaire est donc soumis à une obligation de confidentialité » dans les termes et conditions ci-après définies.

Texte de référence :

- Article 226-13 du code pénal, (Ordonnance n° 2000-916 du 19 septembre 2000 art 3 — journal officiel du 22/09/2000 en vigueur le 1er janvier 2002) "La révélation d'une information à caractère secret par une personne qui en est dépositaire soit par état ou par profession, soit en raison d'une fonction ou d'une mission temporaire, est punie d'un an d'emprisonnement et de 15000 euros d'amende ;

- Articles 323-1 et suivants du code pénal sur les intrusions et le maintien frauduleux dans un système informatique.

- Information confidentielle

Le terme "Information Confidentielle" est défini comme toute information de quelque nature que ce soit et quelle que soit sa forme, écrite ou orale, y compris, sans que cela ne soit limitatif, tout écrit, note, copie, rapport, document, étude, analyse, dessin, lettre, listing, logiciel ou disquette, spécifications, chiffre, graphique, enregistrement sonore et/ou reproduction picturale, quel que soit son support, communiquée dans le cadre de la Prestation.

Compte tenu du fait que le ou les salariés du titulaire sont amenés à travailler dans les mêmes locaux et sur les mêmes équipements que les salariés de l'organisme, il paraît difficile d'identifier les informations communiquées et considérées comme confidentielles par l'apposition d'une mention spéciale lorsque ces informations sont disséminées dans les supports de travail tels que des serveurs informatiques.

En conséquence, toutes les informations communiquées au prestataire au moyen de supports informatiques sont considérées comme confidentielles et y compris les informations écrites ou orales ayant pour objet les accès logiques. La politique de sécurité de l'organisme est confidentielle.

Les informations transmises sur support papier, CD et supports magnétiques devront comporter la mention « confidentiel ».

Obligation de confidentialité

Le Titulaire s'engage à ne pas communiquer, ne pas publier ou divulguer à des personnes ou entités non liées par les présentes, les Informations Confidentielles de l'organisme sauf exceptions prévues dans le cadre du présent contrat.

Il s'engage également à protéger et à garder strictement confidentiels le contenu et les résultats de la Prestation effectuée pour l'organisme.

Il s'engage à n'utiliser l'Information Confidentielle qu'aux seules fins de l'exécution de la Prestation.

Le titulaire se porte garant de l'exécution de l'obligation de confidentialité pour ses préposés et salariés. Il s'engage à ne pas reproduire l'Information pour lui-même.

Injonctions judiciaires ou administratives

Si le Titulaire était obligé à communiquer une Information Confidentielle reçue dans le cadre



des présentes du fait d'une injonction administrative ou judiciaire, le Titulaire devra le notifier à l'organisme dans les meilleurs délais et, sur demande de ce dernier, coopérer pleinement avec l'organisme afin de contester cette divulgation.

Si après une telle contestation, la divulgation était toujours exigée, le Titulaire devra demander à ce que cette Information soit traitée confidentiellement par l'administration, l'organe ou le tribunal concerné. A l'exception du cas de non-respect des dispositions précédentes, aucune Partie ne sera responsable des dommages résultant de divulgation(s) imposée(s) par injonction administrative ou judiciaire.

### Propriété de l'information confidentielle

Toute Information Confidentielle sous forme tangible qui a été communiquée et copiée dans le cadre des présentes est et restera la propriété de l'organisme.

Toute Information Confidentielle ainsi que toute copie et reproduction licite de celle-ci devront dans les trente (30) jours de la demande écrite de l'organisme être restituées sans délai à l'organisme ou détruites, à la discrétion de l'organisme.

Dans le cas d'une telle demande, le Titulaire devra fournir à l'organisme un certificat écrit de respect du présent article dans les trente (30) jours d'une telle demande. Tous documents écrits, y compris les rapports et les comptes rendus, rédigés par le Titulaire seront la propriété de l'organisme à l'issue de la Prestation.

Le titulaire s'engage à continuer de respecter son engagement de confidentialité dans les conditions du présent accord même après qu'il ait restitué les informations confidentielles.

Il est expressément convenu que le titulaire ne pourra prétendre à l'exploitation de toute invention, savoir-faire, découverte ou perfectionnement ou donnée, réalisés, conçus, acquis ou possédés par l'organisme ou toute société affiliée, et dont elle aurait pu avoir connaissance directement ou indirectement à l'occasion de l'exécution de la prestation.

La communication d'information confidentielle dans le cadre des présentes ne saurait être interprétée comme accordant une quelconque licence d'exploitation, licence d'utilisation, brevet, marque, modèle ou un quelconque droit de propriété de l'Information confidentielle ou d'utilisation de celle-ci, une quelconque garantie, assurance ou déclaration par la partie communicante relative à son exhaustivité ou la violation de marques et droits des tiers

### Livret de sécurité du prestataire

Le titulaire doit prendre connaissance du livret de sécurité du prestataire en annexe. Il s'engage à diffuser ce document à toutes les personnes sous sa responsabilité avant toute intervention au titre de l'accord-cadre en objet, y compris les éventuels intermédiaires et sous-traitants.

### Responsabilité du titulaire

En cas de non-respect par le prestataire de ses engagements au titre des présentes, l'organisme se réserve le droit de résilier L'accord-cadre au jour de la réception par le prestataire de la lettre recommandée avec avis de réception portant la résiliation. Cela sans préjudice des dommages et intérêts qui pourront lui être réclamés. Par ailleurs, d'un commun accord, les parties décident qu'en cas de divulgation de l'information confidentielle, tous les dommages mêmes indirects seront réparés par le titulaire sans limitation de montant. Quel

que soit le préjudice subi et étant donné le retentissement de toute action des organismes de sécurité sociale, le montant des dommages et intérêts conventionnels ne pourra pas être inférieur à 50 % du montant de l'accord-cadre.

Enfin, l'organisme se réserve le droit de porter plainte avec constitution de partie civile.

Le titulaire doit s'assurer que les entreprises sous-traitantes placées sous sa responsabilité respectent l'ensemble de ces clauses.

#### 14.2 Engagement de confidentialité

1. Chaque Partie s'engage à considérer comme strictement confidentielles toutes les informations qui lui seront communiquées par l'autre Partie, dans le cadre de l'exécution du présent Contrat. Les Parties entendent préciser que seront considérées comme confidentielles les données échangées entre les Parties tout au long de l'exécution du Contrat.

Chaque Partie s'engage à respecter le secret professionnel et le secret des affaires ainsi que les dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 sur l'informatique et les libertés modifiée et du règlement UE 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 appelé « règlement européen sur la protection des données ou « RGPD ».

Chaque Partie s'interdit, en conséquence, de divulguer, pour quelque cause que ce soit, lesdites informations, sous quelque forme, à quelque titre et à quelque personne que ce soit. Le terme "Information Confidentielle" est défini comme toute information de quelque nature que ce soit et quelle que soit sa forme, écrite ou orale, y compris, sans que cela ne soit limitatif, tout écrit, note, copie, rapport, document, étude, analyse, dessin, lettre, listing, logiciel ou disquette, spécifications, chiffre, graphique, enregistrement sonore et/ou reproduction picturale, quel que soit son support.

2. Chacune des Parties s'engage notamment à :

- prendre toutes les mesures nécessaires pour protéger l'accès aux informations confidentielles,
- ne pas utiliser les informations confidentielles autrement qu'aux fins du Contrat,
- ne pas utiliser les informations confidentielles à son profit ou au profit de tout tiers en dehors de la stricte application du Contrat,
- ne pas divulguer les informations confidentielles à tout tiers non autorisé ou non concerné par l'objet du Contrat,
- ne pas utiliser les informations confidentielles pour toute action directe ou indirecte de conception, développement ou commercialisation de produits similaires ou concurrentiels à ceux de l'autre Partie,
- ne divulguer les informations confidentielles qu'à ses seuls préposés ayant la nécessité de les connaître au titre de leur mission,
- ne laisser accès aux informations confidentielles qu'à ceux de ses dirigeants, employés, mandataires, ou conseils devant y avoir accès pour la bonne exécution du Contrat et sous réserve du respect par ceux-ci de la présente obligation de confidentialité.

3. Chacune des Parties sera déliée de son obligation de confidentialité au cas où :

- la divulgation des informations confidentielles serait exigée par la loi, les règlements, une décision judiciaire ou si cette divulgation était nécessaire pour mettre en oeuvre ou prouver l'existence de droits en vertu du Contrat,
- les informations confidentielles ont fait l'objet d'une mise à disposition au public assurée directement par l'autre Partie et sans restriction,
- les informations confidentielles sont déjà connues du public, ou sont tombées dans le domaine public en dehors de toute intervention de l'autre Partie,

4. Chacune des Parties s'engage à respecter son obligation de confidentialité dès la signature du présent Contrat et pendant toute sa durée ainsi que pendant une période de cinq (5) ans à compter de la fin du présent Contrat et pour quelque cause que ce soit.

## ARTICLE 15 – PENALITES

---

La liste des pénalités, leurs modalités de calcul et d'application sont prévues à l'annexe 2 du présent CCAP « tableau des pénalités ».

**Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS**, les pénalités sont cumulatives et s'appliquent dès le premier euro. Elles ne sont pas plafonnées, et aucune exonération ne sera appliquée.

Elles s'appliquent, sauf mention contraire, sans mise en demeure préalable du titulaire

Outre la suppression du règlement des prestations non fournies, les pénalités définies ci-dessous s'appliquent, à la demande de l'organisme, sur le site sur lequel les défauts sont constatés en dehors des cas de force majeure.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités et ou de réfections. Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement desdites pénalités.

L'application de ces pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté du Pouvoir adjudicateur de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie de l'accord-cadre aux frais et risques du titulaire.

Les pénalités prévues dans le cadre du présent accord-cadre se cumulent sur une période mensuelle et sont déduites de la facture mensuelle du titulaire le mois suivant le calcul des pénalités. Les défaillances sont constatées au cours des contrôles, programmés ou inopinés.

Le décompte des pénalités est notifié au titulaire qui peut présenter ses observations à la CPAM du Var dans un délai de 8 jours calendaires à compter de la notification de ce décompte. Passé ce délai, le titulaire est réputé avoir accepté les pénalités.

## ARTICLE 16–CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS

---

### 16.1 Modalités de opérations de vérification

---

Les opérations de vérification seront effectuées dans les conditions suivantes :

- Nature des opérations de vérification : vérifications qualitatives et quantitatives décrites ci-dessous.
- Lieu des opérations de vérification : dans les locaux de l'acheteur
- Point de départ du délai pour les opérations de vérification : Il sera fait application de l'article 27.1 du CCAG-FCS.
- Modalités de réalisation des opérations de vérification :

**Par dérogation à l'article 27.3 du CCAG-FCS**, l'acheteur n'a pas à aviser le titulaire des jours et heures fixés pour les vérifications. La présence du titulaire à ces opérations n'est pas nécessaire.

- Moment de la vérification : Il sera fait application de l'article 28.1 du CCAG-FCS

## 16.2 Décision après vérification

Lorsque le marché comporte des prestations distinctes, la livraison de chaque prestation fait l'objet de vérifications et de décisions distinctes.

A la suite des vérifications, les décisions d'admission, de réfaction, d'ajournement ou de rejet sont prises dans les conditions prévues à l'article 30 du CCAG-FCS.

## **ARTICLE 17–GARANTIES**

Il est fait application de l'article 33 du CCAG-FCS.

## **ARTICLE 18–RESILIATION DE L'ACCORD-CADRE**

Il sera fait, le cas échéant, application des articles 38 à 45 du CCAG-FCS avec les précisions suivantes :

### 18.1 Résiliation pour faute du titulaire.

Les conditions de résiliation de l'accord-cadre sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

- L'acheteur pourra faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par l'accord-cadre aux frais et risques du titulaire dans les conditions définies à l'article 45 du CCAG-FCS. La décision de résiliation le mentionnera expressément. Dans ce cas, et **par dérogation à l'article 43.5 du CCAG-FCS**, la notification du décompte de résiliation par l'acheteur au titulaire doit être faite au plus tard deux mois après le règlement définitif du nouveau marché passé pour l'achèvement des prestations.

En complément, en cas d'interruption du service du titulaire pendant plus de 48 heures sans accord préalable de l'organisme, celui-ci pourra faire assurer provisoirement, par un tiers et à la charge du titulaire, le service dû par ce dernier à la condition expresse d'adresser à l'entreprise défaillante une mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception. La mise en demeure sera notifiée par écrit et assortie d'un délai. À défaut d'indication du délai, et en complément de l'article 41.2 du CCAG-FCS, le titulaire ou le cotraitant dispose de 15 jours à compter de la notification de la mise en demeure, pour satisfaire aux obligations de celle-ci et fournir les justificatifs exigés ou présenter ses observations.

Les frais et risques y afférents demeureront à la charge du titulaire, de même que le surcoût qui pourrait en résulter. La diminution des dépenses ne peut profiter au titulaire. Le titulaire de l'accord-cadre n'est pas alors admis à prendre part, ni directement, ni indirectement, à l'exécution des prestations réalisées à ses frais et risques.

- Le titulaire n'a droit à aucune indemnisation.

### 18.2 Résiliation pour motif d'intérêt général

Dans l'hypothèse d'une résiliation au titre de l'article 42 du CCAG-FCS, et **par dérogation à cet article**, il ne sera versé aucune indemnité de résiliation au titulaire.

A ce titre et, en complément des dispositions ci-dessus, il est précisé ce qui suit :

L'acheteur garantit au titulaire une période minimale d'exécution de six (6) mois à compter de la notification de l'ordre de service de démarrage.

Toutefois, au-delà de cette période, et compte-tenu aléas liée à la durée de personnalisation du bâtiment à la date exacte de démarrage de la phase d'exploitation, l'acheteur se réserve la faculté de résilier l'accord-cadre de manière anticipée pour motif d'intérêt général.

La résiliation anticipée interviendra par notification adressée au titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception (ou par voie dématérialisée sécurisée), sous réserve d'un préavis de trente (30) jours.

Cette disposition vise à permettre à l'acheteur d'ajuster la durée du marché en fonction des nécessités du service et des circonstances imprévues affectant son exécution.

La résiliation anticipée pour motif d'intérêt général n'ouvre droit à aucune indemnité pour le titulaire, sous réserve du règlement des prestations régulièrement exécutées à la date d'effet de ladite résiliation.

#### **ARTICLE 19—ADAPTATION-SUSPENSION DE L'ACCORD-CADRE**

---

Il est attendu du Titulaire qu'il prenne toutes les mesures nécessaires pour assurer, dans la mesure du possible, l'exploitation de ses prestations.

Lorsque la poursuite de l'exécution du marché est rendue temporairement impossible en raison de circonstances que des parties diligentes ne pouvaient prévoir dans sa nature ou dans son ampleur ou du fait de l'édiction par une autorité publique de mesures venant restreindre, interdire, ou modifier de manière importante l'exercice de certaines activités en raison d'une telle circonstance, la suspension de tout ou partie des travaux ou des prestations est prononcée par le maître d'ouvrage par ordre de service de suspension temporaire des prestations.

Lorsque la suspension est demandée par le titulaire, le maître d'ouvrage se prononce sur le bien-fondé de cette demande dans les meilleurs délais

La reprise totale sera décidée par l'acheteur qui en informera le titulaire par un nouvel ordre de service de reprise des prestations.

L'acheteur se réserve le droit, de sa propre initiative ou à la demande du titulaire, de ne pas poursuivre l'exécution des prestations sans que cette décision d'arrêter ne donne lieu à une indemnité.

Dans un délai qui ne saurait excéder quinze jours à compter de la décision de suspension des prestations, les parties conviennent des modalités de constatation des prestations exécutées ainsi que, le cas échéant, du maintien d'une partie des obligations contractuelles restant à la charge du titulaire pendant la suspension.

Dans un second temps, les parties conviennent également des modalités de reprise de l'exécution et, le cas échéant, des modifications à apporter au marché du fait de la suspension et des modalités de répartition des surcoûts directement induits par cette suspension.

A défaut d'accord entre les parties, le titulaire est tenu, à l'issue de la suspension, de reprendre l'exécution des prestations dans les conditions prévues par le présent marché.

## ARTICLE 20–PIECES A PRODUIRE PAR LE CO-CONTRACTANT

---

En cas d'attribution de l'accord-cadre, le candidat unique ou chaque cotraitant s'engage à produire, à la conclusion du contrat, les pièces mentionnées aux articles R2143-7 à R2143-10 du code de la commande publique.

Le candidat unique ou chaque cotraitant s'engage également à produire, tous les 6 mois jusqu'à la fin de l'exécution des prestations de l'accord-cadre, les pièces mentionnées aux articles D 8222- 5 ou D 8222-7 et 8 et D 8254-2 à 5 du Code du travail.

Les documents établis par des organismes étrangers sont rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français.

Si l'attribution a lieu l'année suivant celle pendant laquelle le candidat attributaire a remis l'enveloppe contenant sa candidature ou son offre, l'attestation d'assurance civile professionnelle en cours de validité, sera à remettre dans le délai mentionné au RC.

Le candidat est informé de ce que la non production de ces pièces emportera rejet de son offre et son élimination ou résiliation du contrat.

## ARTICLE 21 – CLAUSE DE REEXAMEN

---

En complément des clauses permettant le réexamen de l'accord-cadre qui pourraient être incluses dans d'autres dispositions de l'accord-cadre, il est convenu entre les parties la mise en œuvre des clauses de réexamen suivantes.

### 21.1 Modification ponctuelle ou perpétuelle du besoin

---

Dans le cas de besoins nouveaux, ponctuels ou devenus perpétuels, et non référencés initialement par le pouvoir adjudicateur, le service gestionnaire de l'accord-cadre, pourra dans les cas ci-après énumérés, procéder à une modification quantitative ou technique du besoin, à la hausse comme à la baisse.

Les causes de cette modification pourront être :

- L'évolution réglementaire et juridique, imposant au pouvoir adjudicateur une solution ou une prestation différente,
- La perte ou le gain, temporaire ou définitif d'un site de la CPAM du Var (vente, bail locatif etc...)
- La mutualisation de services des CPAM au niveau local, régional ou national,
- La survenance d'un marché national ou régional, obligeant la CPAM du Var à adhérer à un accord cadre ou un marché subséquent,
- La décision de la Caisse Nationale d'Assurance Maladie (CNAM) ou l'émission d'une Lettre Réseau, imposant des dispositions qui ne seraient pas compatibles à la solution proposée au présent marché.
- En complément des articles 5.2.2, 6.2 et 7.2 du CCAG, en cas d'évolution, en cours d'exécution de l'accord-cadre, de la législation et/ou de la réglementation sur la protection des données à caractère personnel, sur la protection de la main-d'œuvre et des conditions de travail et/ou sur la protection de l'environnement,
- En cas de bouleversement de la situation économique, sanitaire, sociale ou environnementale en France imposant des mesures gouvernementales,
- La survenance d'une crise économique, sanitaire, environnementale ou climatique qui aurait pour effet de rendre la réalisation des prestations impossibles

techniquement ou financièrement.

- La survenance d'un incident suffisamment grave pour empêcher la réalisation des prestations (exemple incendie...)

Dans l'un et/ou l'autre de ces cas précités, le titulaire en sera informé en amont, par voie d'avenant ou par courrier recommandé avec accusé de réception.

### 21.2 Remplacement du titulaire initial par un nouveau titulaire en cours d'exécution

Le titulaire unique pourra proposer à l'acheteur la substitution d'un nouveau titulaire afin de le remplacer.

Ce remplacement pourra intervenir, après accord entre les parties, dans les hypothèses suivantes :

- cessation d'activité,
- cession de contrat,
- décès,

L'acheteur vérifiera que le remplaçant proposé ne relève pas d'un des cas d'interdiction de soumissionner et appréciera ses capacités professionnelles, techniques et financières, sur la base des mêmes pièces que celles produites par le titulaire.

A l'issue de cet examen, l'acheteur acceptera ou non la mise en œuvre de la substitution. Cette substitution ne pourra emporter d'autres modifications substantielles au marché.

### 21.3 Remplacement d'un membre du groupement en cours d'exécution

Dans le cadre d'un groupement, cette même possibilité est offerte à chacun des membres du groupement, après accord de l'ensemble des membres sur la substitution.

Le remplaçant proposé pourra être :

- dans le cadre d'un groupement conjoint : soit un des membres du groupement, soit une entreprise tierce.
- dans le cadre d'un groupement solidaire : une entreprise tierce.

Conséquences de l'absence d'accord d'un des membres du groupement ou de l'acheteur sur la substitution :

- dans le cadre d'un groupement solidaire : la défaillance d'un cotraitant emportera automatiquement mise en œuvre de la solidarité des autres membres du groupement
- dans le cadre d'un groupement conjoint : la part non exécutée du cotraitant défaillant sera résiliée ; les autres membres poursuivront la réalisation de la part des prestations qui leur ont été confiées.

Dans le cas du groupement conjoint avec mandataire solidaire, l'acheteur se réserve la possibilité :

- soit de laisser la possibilité aux membres de groupement de poursuivre leurs prestations après désignation d'un mandataire non solidaire ;
- Soit, le membre du groupement qui exécute la part financière la plus importante des prestations restant à réaliser à la date de cette modification devient d'office le nouveau



mandataire du groupement dans l'acte d'engagement ;

- de prononcer la résiliation sans faute, mais sans indemnité.

#### 21.4 Remplacement du mandataire du groupement en cours d'exécution

Si la substitution vise le mandataire du groupement, le groupement recomposé désigne un nouveau mandataire. À défaut, et à l'issue d'un délai de huit jours à compter de la notification de la mise en demeure par l'acheteur d'y procéder, le membre du groupement solidaire ou du groupement conjoint qui exécute la part financière la plus importante des prestations restant à réaliser à la date de cette modification, deviendra d'office le nouveau mandataire du groupement dans l'acte d'engagement.

Ces modalités de substitution s'appliquent au cas de la défaillance du mandataire dans l'exécution de sa mission de coordination et de représentation des autres membres du groupement, **par dérogation à l'article 3.5 du CCAG-FCS**.

#### 21.5 Réexamen sur l'augmentation des prix (hors révision des prix)

Les prix contractualisés ainsi que les conditions de leur évolution (fixées ci-dessus) sont intangibles.

Conformément à l'article 25 du CCAG-FCS, en cas de circonstance que des parties diligentes ne pouvaient prévoir dans sa nature ou dans son ampleur et modifiant de manière significative les conditions d'exécution de l'accord-cadre, les parties examinent de bonne foi les conséquences, notamment financières, de cette circonstance.

Le cas échéant, les parties conviennent, par avenant, des modalités de prise en charge, totale ou partielle, des surcoûts directement induits par cette circonstance sur la base de justificatifs fournis par le titulaire.

Sont exclues de cette évaluation, les augmentations de prix prises en compte dans les index et indices utilisés pour la révision des prix de l'accord-cadre.

Dans l'hypothèse d'une augmentation du prix des matières premières indispensables à l'exécution des prestations, dans la mesure où leurs prix sont par nature soumis à des fluctuations cycliques, une indemnisation sur le fondement de la théorie de l'imprévision sera possible que s'il est démontré par le titulaire que la hausse rencontrée pour les matières premières concernées était imprévisible dans son ampleur et qu'elle a provoqué un déficit d'exploitation. Le cas échéant, cette indemnisation ne concernera qu'une augmentation à titre temporaire. Les prix initiaux restent les prix de l'accord-cadre.

#### 21.6 Modifications en cas de circonstances imprévisibles

Lorsque la poursuite de l'exécution du marché est rendue temporairement impossible en raison d'une circonstance que des parties diligentes ne pouvaient prévoir, au moment de la conclusion de l'accord-cadre, dans sa nature ou dans son ampleur et modifiant de manière significative les conditions d'exécution du marché le titulaire peut proposer à la CPAM du Var :

- Une prestation de substitution permettant d'assurer la continuité de l'exécution contractuelle sans surcoût pour le pouvoir adjudicateur ;
- Une modification des délais contractuels

Cette modification ne doit pas constituer une modification de l'équilibre financier du présent accord-cadre.



Cette demande est accompagnée de justificatifs permettant d'apprécier le bien-fondé de la demande.

Après validation écrite par l'administration, la prise en compte de ces modifications est notifiée dans les meilleurs délais au titulaire par tout moyen permettant de donner date certaine.

Ces modifications peuvent prendre la forme d'une décision unilatérale ou d'un avenant. La date d'entrée en vigueur ainsi que la durée d'application sont déterminées dans l'acte juridique.

Les modifications s'appliquent aux commandes émises à compter de cette date.

A la fin de la période d'application prévue, l'administration et le Titulaire examinent de bonne foi si la circonstance imprévisible modifiant de manière significative les conditions d'exécution de l'accord-cadre est toujours actuelle. Toute prolongation ou nouvelles modifications doit faire l'objet d'un avenant ou d'une décision unilatérale.

## **ARTICLE 22–REGLEMENT DES DIFFERENDS ET DES LITIGES**

---

Les parties s'efforceront de régler par voie amiable les différends, qui pourraient survenir lors de l'exécution du présent marché.

En cas de litige, l'article 15 de l'arrêté du 16 juin 2008 portant réglementation des marchés publics des organismes de sécurité sociale autorise les parties contractantes à recourir à l'arbitrage tel qu'il est défini par le livre IV du nouveau code de procédure civile.

Toute contestation relative à l'exécution du présent marché sera de la compétence exclusive du Tribunal judiciaire de Marseille.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

## **ARTICLE 23 – DEROGATIONS AU CCAG**

---

- L'article 3 du CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 8.4 du CCAP déroge à l'article 12.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 15 du CCAP déroge à l'article 14.1.3 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 16.1 du CCAP déroge à l'article 27.3 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 18.1 du CCAP déroge à l'article 43.5 du CCAG - Fournitures Courantes et Services.
- L'article 18.2 du CCAP déroge à l'article 42 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 21.4 du CCAP déroge à l'article 3.5 du CCAG - Fournitures Courantes et Services.